

**ROYAUME DU MAROC**  
**Nador West Med**



**APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX**

**N°NWM/DG/03/2019**

**ETABLISSEMENT DES PLANS ET ETATS PARCELLAIRES  
COMPLEMENTAIRES DE LA ZONE FRANCHE DE BETOYA  
PAR LEVE AU SOL**

- **REGLEMENT DE CONSULTATION**
- **ANNEXES**

**Mai 2019**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres a pour objet l'établissement des plans et états parcellaires complémentaires de la zone franche de Bétouya par levé au sol (province de Nador commune rurale laazanene et province Driouch commune Amejjaou), telle qu'elle a été re-délimitée par le décret n° 2.19.109 du 6 mars 2019, modifiant et complétant le décret n°2.09.684 du 17 Mars 2010 portant création de la zone franche d'exportation de Bétouya.

## **ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché objet du présent appel d'offres est la Société Nador West Med (NWM).

## **ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

1- Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la CNSS et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 24 ou 85 du décret 2-06-388 précité.

## **ARTICLE 4 : DOCUMENTS ET PIÈCES DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie d'avis d'appel d'offres,
- Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S.),
- Un exemplaire du présent règlement de l'appel d'offres et ses annexes (modèle de l'acte d'engagement et le modèle de la déclaration sur l'honneur),
- Le bordereau des prix - le détail estimatif ;

## **ARTICLE 5 : CONSISTANCE DES OFFRES**

Chaque offre doit être constituée des pièces et documents suivants :

- |                         |     |
|-------------------------|-----|
| * Dossier Administratif | A-1 |
| * Dossier Technique     | A-2 |
| * Dossier Additif       | A-3 |
| * Offre Financière      | A-4 |

### **A1 - Dossier Administratif comprenant :**

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, comportant les informations mentionnées dans l'annexe « déclaration sur l'honneur » ;

- b. l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c. pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement.

2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
  - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
    - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
    - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
    - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b) L'attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition.
- c) L'attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la CNSS ;
- d) Le certificat d'immatriculation au registre du commerce ;
- e) l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

Les pièces demandées doivent être produites en original ou en copies certifiées conforme à l'original.

**NB :** les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes c, d et f ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, les dites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

## **A2. Dossier technique comprenant :**

- a) Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé ;
- b) Les attestations des prestations, similaires à l'objet du présent appel d'offre, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés desdites prestations avec indication de la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

Pour les besoins de la présente étude, **il est exigé au minimum une référence des études d'établissement des plans et états parcellaires d'importance similaire à l'étude objet du présent appel d'offres.**

Par conséquent, tout concourant qui ne présente pas, au moins une (1) attestation de référence relative à la réalisation de prestation d'études parcellaires d'importance similaires à celles objet de cet appel d'offres, sera écarté, et son offre et financière ne sera pas ouverte.

Dans le cas d'un groupement solidaire, chaque membres doit présenter au moins une (1) attestation de référence relative à la réalisation de prestation d'études parcellaires d'importance similaires à celles objet de cet appel d'offres, sinon le groupement sera écarté, et par conséquent, son offre et financière ne sera pas ouverte.

### **A3 : Dossier Additif**

- a) Le certificat d'inscription au tableau de l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres Topographes
- b) Le certificat de régularité vis-à-vis les instances de l'Ordre National des Ingénieurs Géomètres Topographes (ONIGT).
- c) Le CPS paraphé sur toutes les pages et signé à la dernière avec la mention « lu et accepté ».
- d) Le règlement de consultation paraphé sur toutes les pages et signé à la dernière avec la mention « lu et accepté ».

### **A4 : Offre Financière comprenant :**

- a) L'acte d'engagement à établir selon modèle joint en annexe, dûment rempli, comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), et signé par le (ou les) soumissionnaire (s).
- b) Le bordereau des prix-détail estimatif du présent appel d'offres à compléter par les prix forfaitaires/ unitaires en toutes lettres et en chiffres établis hors taxes.

### **ARTICLE 6 : CONNAISSANCE DU DOSSIER**

Le soumissionnaire, en présentant son offre, déclare :

- Avoir pleine connaissance du site et des lieux concernés par les prestations objet du présent appel d'offres et des difficultés liées à l'exécution des prestations.
- Avoir pleine connaissance de l'ensemble des prestations définies dans le C.P.S. du présent appel d'offres.
- Avoir bien déterminé chaque prix forfaitaire de chaque mission en tenant compte des conditions du Cahier des Prescriptions Spéciales et du projet du présent appel d'offres.
- Avoir apprécié tous les points susceptibles de contestation.
- Avoir apprécié toutes les difficultés résultant de l'exécution des prestations.

### **ARTICLE 7 : FORME ET PRESENTATION DE L'OFFRE**

Le dossier présenté par chaque concurrent devra comprendre :

- a) Une première enveloppe cachetée contenant le dossier Administratif, le dossier Technique, le cahier des prescriptions spéciales signé et paraphé par le concurrent. Cette enveloppe doit porter la mention « DOSSIER ADMINISTRATIF, TECHNIQUE ET ADDITIF », le nom et l'adresse du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'offres et la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.
- b) Une deuxième enveloppe scellée et cachetée contenant l'offre financière, portant la mention « OFFRE FINANCIERE », le nom et l'adresse du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'offres et la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- c) Un pli cacheté contenant les trois enveloppes précédentes et portant le nom et l'adresse du soumissionnaire, l'objet de l'Appel d'offres et la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis et portant l'inscription « A N'OUVRIR QUE PAR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION EN SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS».

#### **ARTICLE 8 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Les plis sont au choix des concurrents, soit :

- déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des achats de NWM ;
- les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

#### **ARTICLE 9 : MODIFICATION DES DOCUMENTS DE L'APPEL D'OFFRES**

La société NWM peut à tout moment, avant la date limite de remise des offres et pour tout motif que ce soit, à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissement formulée par un des soumissionnaires, introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications doivent être communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Les modifications seront notifiées à tous les soumissionnaires ayant retiré le dossier d'appel d'offres.

#### **ARTICLE 10 : ECLAIRCISSEMENT APORTE AUX DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES**

Tout concurrent peut demander à la société NWM, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par la société NWM à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions, et au moins trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, aux autres concurrents ayant retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

#### **ARTICLE 11 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE**

Le montant de cautionnement provisoire établi au profit de NWM est fixé à 10.000 (dix mille dirhams).

Le cautionnement provisoire sera constitué par le concurrent dans les conditions fixées par les textes en vigueur.

## **ARTICLE 12 : VISITE DES LIEUX :**

La visite des lieux n'est pas obligatoire. Toutefois le soumissionnaire peut à sa demande visiter et examiner le site de l'étude et des environs pour réunir, sous sa responsabilité propre, tous les renseignements qui pourraient lui être nécessaires pour préparer son offre et prendre un engagement contractuel. Les dépenses résultant de cette visite seront à sa charge.

Pour effectuer cette visite, le candidat et ses employés ou agents, seront autorisés à avoir accès à la partie concernée par l'étude à la condition expresse que le candidat, ses employés et ses agents, déchargent la société NWM et ses agents pour la responsabilité qui en découle. Les candidats resteront responsables en particulier des accidents corporels, pertes ou dommages, coût et dépenses de toute nature qui en résulteraient de quelque manière que ce soit.

## **ARTICLE 13- DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Les soumissionnaires seront liés par leurs offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires à partir de la date limite de remise des offres. NWM fera connaître, avant l'expiration de ce délai, à chaque concurrent, s'il est ou non titulaire du marché.

La société NWM peut adresser par écrit aux soumissionnaires des demandes d'éclaircissement sur les offres ; ces éclaircissements doivent se rapporter uniquement aux documents contenus dans les plis.

## **ARTICLE 14- CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES**

Il sera procédé à une évaluation des différentes offres.

Le jugement des offres se fera en lot unique.

Une procédure en deux phases sera adoptée pour l'attribution de ce marché :

### **Phase 1 : Analyse administratif et technique des offres**

La commission apprécie les garanties et capacités juridiques et techniques ainsi que les références professionnelles en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique et additif de chaque concurrent.

Cette appréciation se matérialise par l'une des deux conclusions suivantes :

- Acceptation de la proposition.
- Rejet de l'offre pour non-conformité au présent appel d'offres.

Tout concourant qui ne présente pas, au moins une (1) attestation de référence relative à la réalisation de prestation d'études parcellaires d'importance similaires à celles objet de cet appel d'offres, sera écarté, et son offre et financière ne sera pas ouverte.

Dans le cas d'un groupement solidaire, chaque membres doit présenter au moins une (1) attestation de référence relative à la réalisation de prestation d'études parcellaires d'importance similaires à celles objet de cet appel d'offres, sinon le groupement sera écarté, et par conséquent, son offre et financière ne sera pas ouverte.

Afin de pouvoir statuer sur les capacités financières et techniques des concurrents, la commission peut différer l'ouverture des plis de l'offre financière. Dans ce cas, elle communiquera aux concurrents et au public présent la date et l'heure prévue pour l'ouverture de ces plis.

**Phase 2 : Jugement de l'offre financière :**

Après élimination des offres non retenues à l'issue de la phase 1 ci-dessus, la commission procède au classement des offres admissibles. L'offre la plus avantageuse à retenir par l'administration est la moins disante.

Le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de ne donner aucune suite à la consultation, sans obligation d'indiquer les raisons de sa décision.

**Le Directeur Général de NWM**

**Le concurrent**

*Lu et Accepté (mention manuscrite)*

# MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

## Partie réservée à Nador West Med

Appel d'Offres ouvert concernant : « ***l'établissement des plans et états parcellaires complémentaires de la zone franche de Bétoya par levé au sol*** »

## Partie réservée au Concurrent :

### ✓ Pour les personnes physiques

Je soussigné..... (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu : .....

.....

Affilié à la CNSS sous le n° \* : .....

Inscrit au registre du commerce ..... (Localité) sous le n°..... n° de patente.....

### ✓ Pour les personnes morales

Je soussigné : ..... (Prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (nom et nature de la société)

Au capital de .....

Adresse du siège social de la société .....

Adresse du domicile élu.....

Affiliée à la CNSS sous le n° (\*): .....

Inscrite à la CNSS sous le n° (\*): .....

Inscrite au registre du commerce de..... (Localité) sous le n°..... n° de patente.....

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations.

1) remet, revêtu(s) de ma signature (un bordereau de prix et un détail estimatif ou la décomposition du montant global) établi(s) conformément aux modèles figurant dans le dossier de consultation ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément aux Termes de Référence et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Montant : .....(en lettres et en chiffres)

**Nador West Med** se libérera des sommes dues par elle en faisant donner crédit au compte ..... (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la Société) à..... (Localité), sous le n°.....

Fait à ..... le .....  
(Signature et cachet du concurrent)

\* concerne uniquement les personnes physiques ou morales installées au Maroc

## MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné : ..... (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
agissant au nom et pour le compte de ..... (raison sociale et forme juridique de la société),  
au capital de : .....  
adresse du siège social de la société .....  
adresse du domicile élu .....  
affiliée à la CNSS sous le n° ..... (1)  
inscrite au registre du commerce ..... (localité) sous le n° ..... (1)  
n° de patente ..... (1)

### **Déclare sur l'honneur :**

- 1) m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
  - 2) m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
  - 3) que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et en cas de redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité compétente à poursuivre l'exercice de mon activité,
  - 4) que je m'engage de ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés.
  - 5) Que je m'engage de ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution ;
- Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur.

Fait à ..... le .....  
Signature et cachet du concurrent (2)